

Un Bulletin Mensuel du Bureau du Représentant Personnel



Lutter pour mettre fin aux violences sexuelles et au recrutement d'enfants dans les groupes armés en République Démocratique du Congo



Le Représentant Personnel, Madame Jeanine Mabunda et l'Honorable William Hague, Député et Représentant Spécial du Premier Ministre britannique en charge de la Prévention des violences sexuelles dans les conflits, en réunion à Londres.

Le Représentant Personnel parle de la lutte contre les violences sexuelles à Londres

Au cours du mois de Février, le Représentant Personnel du Président Joseph Kabila, Madame Jeanine Mabunda, s'est rendue à Londres pour discuter des progrès réalisés par la RDC ainsi que les défis auxquels le pays fait face afin de sensibiliser la communauté internationale.

Le Représentant Personnel, Madame Mabunda, a rencontré le Représentant Spécial du Premier Ministre du Royaume-Uni en charge de la prévention des violences sexuelles dans les conflits, l'Honorable William Hague, les Membres de la Chambre des Lords chargés des Affaires Etrangères et du Développement International et le Groupe des Parlementaires pour la région des Grands Lacs, l'Envoyé Spécial de l'Union Africaine pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, les Directeurs du Ministère des Affaires Etrangères, les Représentants de la communauté des ONG et les médias.

" Concernant les violences sexuelles, nous n'aurions pas pu imaginer il y a quelques années que le Président de la RDC aurait pu avoir un Représentant Spécial à ce sujet. Aujourd'hui, les FARDC ont un plan d'action", a déclaré l'Honorable Hague après avoir rencontré le Représentant Personnel, Madame Mabunda. " Au fil du temps si il est appliqué avec succès, il va changer ce qui se passe à des milliers de kilomètres d'ici, au fond de la brousse en RDC. Ceci n'est qu'un début, mais cela montre ce qui est possible de faire ".

Au cours de ses réunions, le Représentant Personnel avait présenté le véritable contexte des violences sexuelles et du recrutement d'enfants en RDC à ce jour et avait donné des précisions sur les partenariats que son Bureau a forgé avec des ONG locales et internationales, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), en particulier le Bureau de l'Auditeur Général chargé de la compilation des données sur les crimes de violences sexuelles commis par des membres de l'armée, le Ministère de la Justice et d'autres. Elle a également exprimé son désir d'améliorer la coordination avec les donateurs et d'élargir les interventions qui ont une incidence directe et positive sur les victimes de violences sexuelles et le recrutement des enfants ainsi que les communautés dans lesquelles elles vivent.

Le Représentant Personnel, Madame Mabunda, a partagé son point de vue et a corrigé l'expression selon laquelle la RDC est considérée comme étant « la capitale mondiale du viol » avec [BBC World Service](#), [The Guardian](#) et [London Evening Standard](#).



Le Représentant Personnel appelle les médias congolais à jouer le rôle de leader dans la lutte contre les violences sexuelles

Le 23 Février, lors d'un déjeuner de presse, organisé en collaboration avec l'Union Nationale de la Presse Congolaise (UNPC), le Représentant Personnel, Madame Jeanine Mabunda a appelé le corps de la presse nationale et internationale en RDC à jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre les violences sexuelles.

Concernant l'état actuel des violences sexuelles en RDC et pour apporter un soutien supplémentaire de la presse dans cette lutte, Madame Mabunda a proposé aux journalistes, aux chefs des médias et des organisations de relations publiques présents des solutions concrètes et indispensables. Celles-ci peuvent être mises en place avec l'aide des médias et peuvent avoir un impact positif et direct sur les survivantes de violences sexuelles et leurs communautés.

Madame Mabunda a encouragé les participants à développer un plan média national axé sur la fin des violences sexuelles en RDC.

Progrès réalisés

Au cours du mois de Février, la République Démocratique du Congo (RDC) a continué à faire des progrès dans la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants dans les groupes armés.

QUELQUES ACTIVITES

Le 10 février – Organisation d'une séance de travail sur la sensibilisation contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants en RDC avec le Directeur Général de la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC), Mme Nicole Dibambu.

Le 12 février – Participation à une émission à la Radio Okapi ayant pour thème « Comment réussir la réintégration sociale des enfants sortis des groupes armés » avec la participation de Monsieur Junior Nzita Nsuami, Ambassadeur des enfants-soldats et ancien enfant soldat ainsi que Monsieur Emmanuel Noguera, Expert en matière d'enfants soldats.

Le 17 février – Organisation d'un groupe de discussion avec quelques ONG et organisations étudiantes en vue d'explorer des idées pouvant soutenir davantage les victimes de violences sexuelles.

Du 16 au 20 février - Visite de l'équipe des Experts des Nations Unies du Bureau de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général en charge de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits pour la préparation de la visite du Représentant Spécial, Madame Zainab Bangura en RDC à la fin du mois de Mars.

Du 24 au 27 février - Réunion à Londres, sur invitation du Ministère des Affaires Etrangères, avec des Responsables de haut niveau pour discuter des domaines de collaboration possibles dans la lutte contre les violences sexuelles en RDC.

Cela a été l'occasion d'apporter un correctif du narratif sur la RDC, à savoir « capitale mondiale du viol » lors des entretiens avec [BBC World Service](#), [The Guardian](#) et [London Evening Standard](#).

Contactez-nous:

Gladys Mambulu, En charge de la Communication
gmambulu@stopdrcsexualviolence.org et
+243 81 621 8891

Suivez-nous sur Twitter:

@StopDRCSV et @StopDRCCR

Et sur notre page Facebook :

[Stop DR Congo Sexual Violence](#)

Call Center pour les victimes de violences sexuelles dans le besoin d'assistance médicale ou juridique:

+243 897 000 222
ou le 47 33 33

Lundi – Samedi 8h00 – 20h00

Prise en charge de la technologie dans la lutte contre l'impunité

Dans une étape significative dans la lutte contre l'impunité, le Bureau du Représentant Personnel en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants apporté un appui financier en vue d'aider le Ministère de la Défense, à travers l'Auditeur Général, à améliorer la collecte, la gestion et le suivi des données sur les crimes de violences sexuelles dans le système de la justice militaire.

Avec l'aide financière et technique du Département d'Etat des États-Unis, l'Auditorat Général avait commencé à créer un système sécurisé et basé sur Internet pour recueillir les données sur les crimes de violences sexuelles commis par des membres de l'armée dans les 11 provinces de la RDC. Le programme a été arrêté lorsque le financement des États-Unis a pris fin au début de 2014, le programme était arrêté.

Le 19 Février, lors d'une cérémonie officielle à Kinshasa, la capitale de la RDC, le Représentant Personnel a apporté une contribution de 7.000 \$ US et a signé un accord avec Bourdak Corporation, une firme congolaise disposant de la technologie qui va faciliter la réalisation des aspects techniques indispensables à la poursuite du programme arrêté en 2014.

Les personnalités suivantes ont assisté à la cérémonie et ont salué le soutien innovant du Représentant Personnel. Il s'agit : du Ministère congolais de la Défense, Monsieur Aimé Ngoy Mukena, de l'Auditeur Général, des fonctionnaires du Ministère de la Défense, du représentant de l'ambassade du Japon, du Team leader de l'équipe du Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies en charge de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits, du Représentant Résidant en RDC du Fonds des Nations Unies pour la Population et du Directeur Pays Adjoint du PNUD en charge du Programme.

Centre d'appels pour les victimes de violences sexuelles

Le centre d'appels ouvert en Novembre 2014 par le Représentant Personnel du Chef de l'Etat chargé de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants peut désormais aider les survivantes de violences sexuelles de manière quotidienne.

Les victimes de violences sexuelles et d'autres citoyens à la recherche d'aide pour des membres de leur famille, des amis ou des étrangers qui sont victimes de violences sexuelles peuvent recevoir des conseils ainsi qu'une orientation vers une assistance médicale et juridique en appelant simplement au 089 7000 222 ou au 47 33 33.

Composée d'une équipe d'infirmières de formation, formées pour conseiller les victimes de violences sexuelles, le centre d'appels est ouvert de 08h00' à 20h00' du lundi au samedi.



Une infirmière formée pour conseiller les victimes de violences sexuelles parle avec un appelant en quête d'une assistance et une orientation médicale et juridique.

« Notre centre d'appels est ouvert depuis trois mois et a déjà aidé plus de 135 victimes de violences sexuelles à travers le pays », a déclaré le Représentant Personnel, Madame Jeanine Mabunda.

« La plupart des appelants sont âgés de moins de 16 ans, effrayés et incertains de trouver de l'aide. Certains hommes appellent également pour demander de l'aide pour des proches qui ont été violés.

La promotion de ces numéros du call center est faite sur les plus grandes radios nationales de la RDC. Et au mois de Mars prochain, le Bureau du Représentant Personnel lancera une campagne d'affichage dénommée « Brisez le silence ! » qui va débiter à Kinshasa et s'étendra ensuite à l'intérieur du pays au cours des prochains mois.